

**Elections**

## Police et Ceni mettent fin à la campagne anticipée dans les rues

**Depuis le début du mois, la police nationale congolaise et la Ceni débarrassent la ville des calicots et banderoles des candidats aux élections qui faisaient ainsi campagne avant la date officielle. Mais les médias appelés à en faire autant ne respectent guère cette règle.**

Depuis le 1er octobre, une équipe conjointe de la Ceni et de la Police nationale congolaise enlève et détruit les affiches, banderoles, calicots, posters et panneaux publicitaires placés par certains candidats dans les lieux publics. Deux jours avant, le général David Masandi, commissaire provincial de la PNC avait demandé à chaque candidat de les enlever pour se conformer à la loi. Ceux-ci transmettaient des messages parfois voilés relevant d'une campagne électorale avant l'heure. En effet, le 22 septembre, le gouverneur de province relayant la décision du ministre national de l'Intérieur a demandé aux commissaires des districts et au maire de la ville de stopper cette campagne électorale anticipée qui viole la loi électorale et le calendrier établi par la Ceni. Celle-ci en a fixé les dates du 28 octobre au 26 novembre.

Au centre ville de Kisangani, tous ces éléments de propagande électorale déguisée ont disparu. A la place du Canon, il a été demandé au Rassemblement des associations membres de la majorité présidentielle (Rama) qui a placé une grande effigie du président de la République de le couvrir explique un policier. Mais dans la périphérie, certains calicots traînent encore. "Nous allons étape par étape", ajoute le policier. Un geste que salue le Réseau des Ong de défense des droits de l'homme (Reprodhoc) qui avait dénoncé ces messages électoraux avant l'heure le 14 septembre, lors d'une réunion mensuelle tenue dans la salle de la Monusco. "Nous sommes dans un Etat de droit, nul n'est au dessus de la loi. Les candidats doivent attendre la période de la campagne électorale telle que fixée par la loi électorale et l'accès aux médias doit être garanti à tous les prétendants", martèle Servain Ndumba, secrétaire du Reprodhoc.

**Se faire voir du public**

Avant cette décision, on pouvait voir sur la route de l'aéroport de Bangboka, dans les quartiers et les avenues, les marchés, devant les boutiques, maisons d'habitation, débits des boissons et autres coins de la ville, des banderoles avec des mentions telles que "x soutient en 100% y ; staff x soutient z ; x l'homme de ceci ou cela". Certains candidats ou leurs délégués payent des jeunes des quartiers pour entretenir ces calicots. "Il nous

a remis 20 \$ pour que nous veillions sur ça", témoigne un jeune au marché Balese dans la commune Mangobo.

Les candidats, personnalités et partis peu connus du public, oubliés ou novices en politique pensaient ainsi se faire connaître des populations. "Je n'en ai mis que devant la porte de mon école pour que cela ne donne pas

un caractère de propagande", se justifiait M. Likunde lia bosongo. "Il faut assurer la visibilité sur terrain", déclarait Mathieu Liteto 25, partisan de l'Afdc retrouvé sur la 17<sup>ème</sup> avenue Kabondo. "Il ne s'agit pas de la campagne mais des activités de sensibilisation reconnues à tous les partis politiques", affirmait le Coordonnateur de la majorité présidentielle, Alphonse Longange.

**Les médias interpellés**

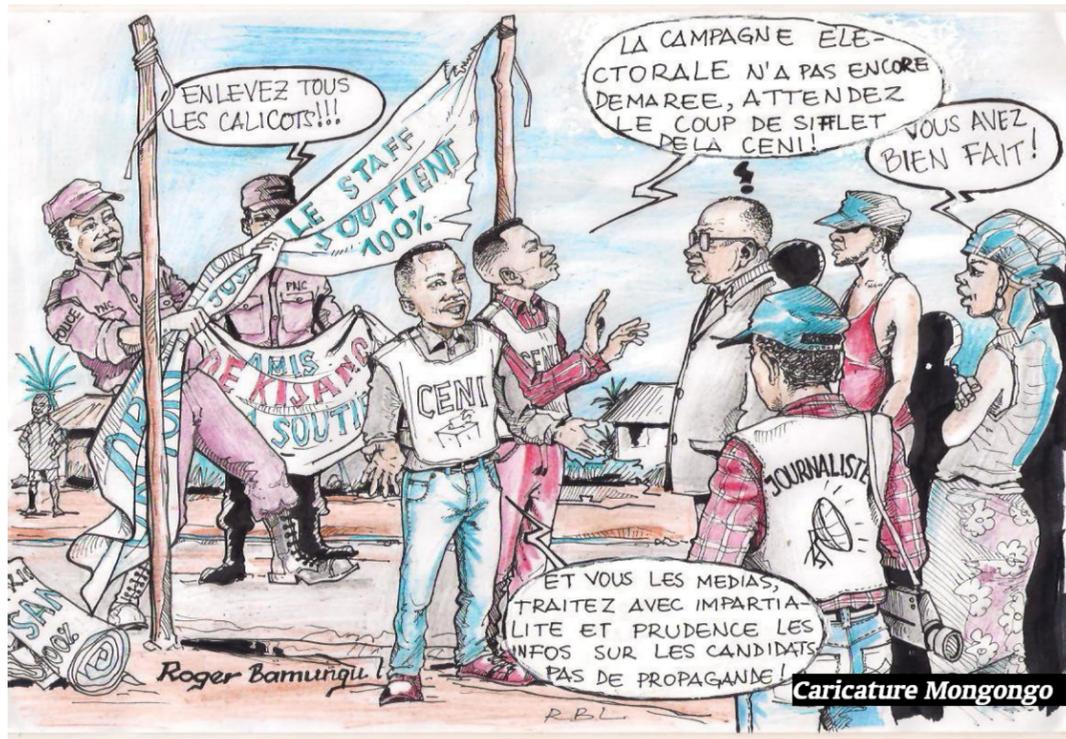
Ce communiqué du 22 septembre 2011 rappelle aussi aux radios et télévisions qu'elles doivent stopper cette campagne anticipée dans leurs reportages. Sur les antennes des radios et télévisions de la place ou captées depuis Kinshasa, les représentants des partis politiques sont de plus en plus remarqués. Ils y occupent des espaces pour montrer les actions de bienfai-

sance réalisées par leurs partis ou leaders. Les reportages démontrent la capacité du candidat à mobiliser la foule.

Certains journalistes font l'apologie des candidats et paraphrasent même leurs slogans dans les reportages ou émissions. "Le journaliste ne doit pas montrer sa couleur politique dans ses reportages ou émissions", déclare Jean Pierre Lifoli journaliste et professeur de Sciences politiques. Dans certains médias des politiques, les informations sont axées essentiellement sur les activités politiques de leur promoteur et de son parti.

"Nous passons dans les rédactions pour sensibiliser les responsables de ces médias sur l'équilibre et le respect strict de la déontologie dans le traitement des informations mais rien ne change", regrette Benoît Kuda Pombwa, coordonnateur provincial du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac). Il ajoute que les directives du Csac recommandent d'accorder 30 % aux informations du gouvernement, 30 % à la majorité au pouvoir, 30 % à l'opposition parlementaire et 10 % à l'opposition extra parlementaire.

Christian Uzilo



**A LIRE EN PAGE...**

**1** - Police et Ceni mettent fin à la campagne anticipée dans les rues  
- Les partis politiques, tremplins pour les jeunes sans emploi

**2** - Mieux contrôlées, les recettes des taxes d'étalage augmentent  
- Bunia : montée de l'insécurité

**3** - Des consignes de vote données au mépris de la loi  
- LA VILLE EN BREF

**4** - Ceni na lisungi lya Pulusu epekisi campagne mpo naino ngonga ekokite  
- Vyama vya kisiasa kavuta vijana wenye kukosa kazi

## Les partis politiques, tremplins pour les jeunes sans emploi

**De nombreux jeunes adhèrent ces dernières années aux partis politiques essentiellement pour trouver un emploi. En effet, depuis près de cinq ans, les postes dans l'administration relèvent de quotas attribués aux partis au pouvoir. Ce qui fragilise l'administration impuissante à contrôler ces fonctionnaires.**

Depuis plus de deux ans, les jeunes, étudiants et diplômés des universités sans emploi, adhèrent en masse aux partis politiques. Des adhésions plus motivées par le souci de trouver rapidement du travail que par des convictions idéologiques. Depuis 2006, en effet, les postes dans l'administration publique, principal pourvoyeur d'emplois, se distribuent en fonction des quotas des partis politiques qui composent la majorité au pouvoir. "Nous avons enregistré 181 900 jeunes cette an-

née", explique Jean-Louis Alaso, président urbain du Parti du peuple pour la construction et le développement (PPRD). De son côté, Papy Ausa, président provincial du Parti démocrate (PD) se réjouit que cette année son parti ait déjà vendu 600 cartes d'adhésions dont 100 pour les jeunes diplômés (gradués et licenciés). "Présentement, je n'ai pas d'emploi. Adhérer à un parti politique est une occasion pour moi d'avoir un métier, des ouvertures", témoigne Elie Kabila, un jeune économiste qui a adhéré au PPRD en 2010. (suite à lire page 2)

**Marché central :**

# Mieux contrôlées, les recettes des taxes d'étalage augmentent

**Depuis l'entrée en fonction du nouveau maire, il y a près d'un an, les recettes des taxes d'étalage du marché central de Kisangani ont presque doublé. Mais, la société civile réclame plus de transparence et de contrôle dans l'affectation de ces fonds.**

**J**e réalise plus de recettes par mois que mes prédécesseurs. J'ai atteint la performance que voulait le maire", souligne assez satisfait Norbert Bosenge, gérant du marché central de Kisangani. "De 500 à 700 mille francs par jour" sous le maire précédent, les recettes ont atteint 1,5 million de francs par jour avec l'actuel en moins d'une année. C'est le résultat de la rigueur du nouveau maire, Augustin Osumaka, qui n'a pas hésité à remplacer quatre fois en un semestre l'équipe dirigeante du marché pour insuffisance de résultats. Pour le seul mois de juillet, la mairie a encaissé 360 millions de francs congolais.

"Le marché compte plus de 7000 vendeurs, la maîtrise de cet effectif m'a permis de surveiller le nombre de tickets à remettre aux percepteurs pour limiter la fraude", explique Norbert Bosenge. Chaque étale paye 200 fc par jour. Les Kapita (représentants des catégories de vendeurs, ndlr) sont associés à ce travail. "On me fait intervenir si un vendeur de mon rayon refuse de payer", explique Valéry Dunia, du rayon des friperies. Une satisfaction pour l'autorité urbaine qui, en mars lors d'un café presse avec les journalistes sur la gestion de la ville se plaignait de l'évasion fiscale. Les marchés communaux eux ne réalisent pas grand-chose. Le nombre de commerçants n'est pas maîtrisé et ceux-ci leur préfèrent les marchés central et IAT. Les trois marchés (11<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup> avenues, djubudjubu) de la Commune Tshopo réalisent à peine 100 mille Fc par jour, selon Léon Omumoki, Bourgmestre adjoint. Le marché IAT de 270 vendeurs ne mobilise 70 000 Fc que les mardi et vendredi, jours d'accostage des pirogues.

**Fraude et absence de culture fiscale**

Au mois d'août dernier, trois percepteurs du marché central ont été suspendus pour avoir perçu de l'argent sans remettre un ticket. Certains percepteurs ont des tickets parallèles.

Les commerçants également rechignent souvent à payer "il faut toujours une contrainte", se désole Norbert Bosenge.

Au marché central, on assiste à des disputes et bagarres entre collecteurs et vendeurs. Certains percepteurs exornent illégalement leurs amis, frères,...

Par ailleurs, certains membres de la société civile et les vendeurs s'interrogent sur l'utilisation des fonds. "On n'en voit pas bien l'affectation", affirme Ferdinand Ntabyo, coordonnateur de Congo en image, une ong qui forme la population au contrôle citoyen de l'action publique. Difficile d'avoir des détails sur les budgets de ces entités territoriales décentralisées (Etd). "Les toilettes du marché sont bouchées et l'eau coupée depuis plus de trois ans. On ne sait vraiment pas à quoi sert cet argent", hurle une vendeuse au marché de la 15<sup>e</sup> Tshopo.

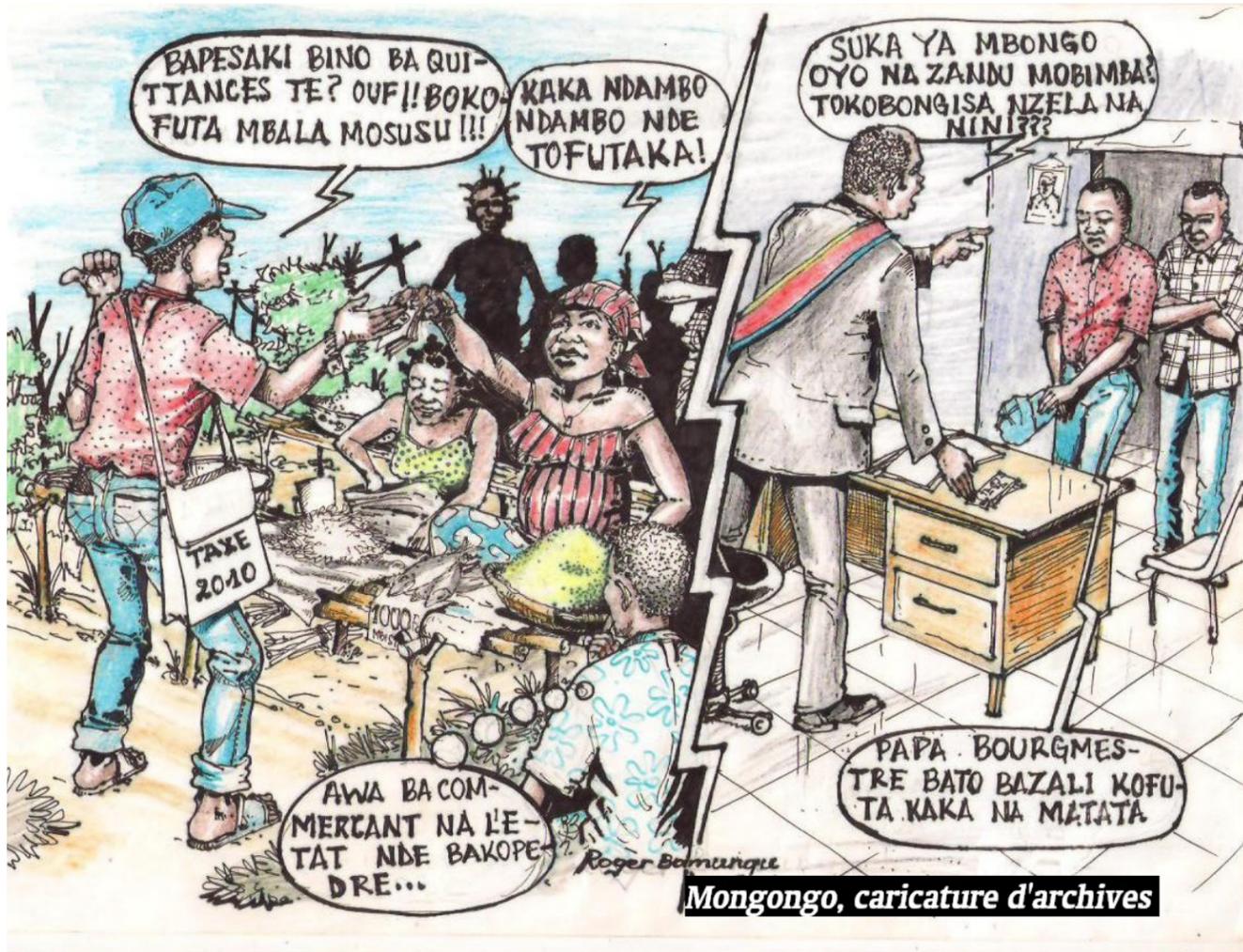
**Transparence et contrôle**

Selon le maire de la ville, la priorité est accordée aux travaux d'assainissement. "La marie et les communes dispose chacune d'une brigade de 20

à 40 personnes pour nettoyer les rues et curer les caniveaux. 140.000 Fc sont déboursés par jour pour environ 150 saisonniers", signale le Maire. Léon Omumoki, bourgmestre adjoint de la Tshopo ajoute que ces ressources servent pour la prime des agents, l'achat de fournitures de bureau, les cas sociaux,...

"Les travaux doivent être plus pratiques que théoriques car la ville peine à se faire belle. il suffit qu'il pleuve pour évaluer la nature des travaux effectués" réplique F. Ntabyo. Pour la société civile, la mise en place des conseillers urbains et municipaux est essentielle pour contrôler ces fonds.

Trésor Boyongo



Mongongo, caricature d'archives

**Bunia : montée de l'insécurité**

Depuis deux semaines, plusieurs vols à mains armées ont été perpétrés dans la cité de Bunia : 13 dans la semaine du 1 au 9 octobre. Un cambiste a même été assassiné le 4 au quartier Kindia. Selon les victimes, ces voleurs sont souvent armés et habillés en tenue militaire ou en policiers. Mais rien ne prouve qu'ils le sont réellement. L'inspecteur de la police, Juvénal Mibeko, a interdit toute circulation de moto après 23 heures car les assaillants utiliseraient des motos comme des taximan. Tout nouvel arrivant doit se faire identifier auprès du chef de quartier. Le chef de cité de Bunia a entrepris le tour des quartiers pour appeler la population à la vigilance et à dénoncer les malfaiteurs. Mais les observateurs redoutent cette insécurité qui peut empêcher les candidats aux élections de battre campagne en toute sérénité et la population à voter dans le calme.

Anuarite Unyuthi

(suite de la une)

Pourtant, "pour faire de la politique, il faut y être préparé, connaître l'idéologie du parti, avoir les moyens. Ces jeunes ne connaissent pas la finalité de la politique qui est la réalisation du bien commun", constate Casimir Ngumbi, professeur de Sciences politiques à l'UNIKIS. Quelques jeunes y entrent cependant par conviction. "Après la lecture du projet de société axé sur le chantier «emploi» par la création d'une cimenterie qui résorbera le chômage ; j'ai décidé d'entrer dans ce parti", affirme Dieudonné vice-président du Parti démocrate (PD).

En cinq ans, de nombreux jeunes sont ainsi devenus ministres, députés, mandataires publics, maires, bourgmestres, conseillers dans les cabinets ministériels, agents publics... grâce à leur adhésion à un parti. Même dans les entreprises privées, les politiques recommandent parfois les leurs. Lorsqu'on devient ministre, c'est au sein du parti que se recrutent en premier les collaborateurs du cabinet. Un bon haut fonctionnaire est avant tout un bon militant dans une admi-

nistration où les concours de recrutement sont rares ou, s'ils sont faits, peu objectifs.

Ainsi, les partis viennent vers les jeunes pour augmenter leur nombre d'adhérents et les jeunes se servent des partis comme de tremplins pour avoir du travail. "Les gens comprennent que pour avoir du boulot, il faut entrer dans un parti politique", analyse René Menga, président de l'intersyndicale de la fonction publique.

**Politisation de l'administration**

"Si aujourd'hui notre président devient ministre, nous allons nous retrouver dans l'administration publique", espère ainsi Erick Bosanga, licencié en philosophie depuis 2008 et suppléant d'un candidat du Parti chrétien pour le développement intégral du congolais (PCDI). Des cellules des partis, principalement du PPRD, sont même installées dans les administrations. "Durant ces cinq dernières années, les affectations dans l'administration tiennent plus compte des partis", soutient René Menga. L'administration publique

en sort souvent fragilisée car l'intérêt du parti prime sur l'intérêt général. Les chefs ont du mal à sanctionner les manquements de leurs agents. De nombreux détournements des salaires des fonctionnaires ne sont punis qu'administrativement par une suspension et non des sanctions pénales. Certains agents ne défendent plus leurs droits syndicaux par peur d'être accusés de déstabiliser leur propre parti au pouvoir.

"C'est la politique qui gère tout, parfois les hommes politiques nous imposent leurs gens qui sont orgueilleux et refusent de se soumettre aux règlements administratifs", explique un chef de bureau à la division de la fonction publique. Maître Saleh Kabulo, chargé de la commission juridique de l'ONG Groupe Lotus ajoute : "Nous observons des structures informelles dans les administrations. On engage d'abord les proches sans concours" et ajoute Joseph Loingo, son collègue, "certaines personnes perdent leur emploi lorsqu'elles changent de parti politique".

Trésor Mokiango  
N° 46 | 500 FC

## Elections

# Des consignes de vote données au mépris de la loi

**(Syfia Grands Lacs/RD Congo) Alors que la loi les astreint à la neutralité, certaines autorités de la RD Congo donnent des consignes de vote à leurs administrés, principalement dans le but de préserver leurs postes. Une violation de la loi qui n'est pas du goût de tous et dont certains voudraient voir la justice se saisir...**

**D**ébut septembre, la grande communauté nande de Kisangani installe officiellement son comité directeur. Grands opérateurs économiques aussi bien dans la Province-Orientale que dans le Nord-Kivu voisin, ils tiennent l'essentiel du commerce dans cette partie de l'est de la RD Congo. Devant une centaine de membres de la communauté, une autorité locale profite de la cérémonie pour lancer son message politique : "Les élections approchent, leur dit-il. Je vous demande de vous rappeler du chef de l'Etat, car c'est grâce à lui que vous exercez vos activités économiques dans la paix."

Ici, en Province-Orientale, et dans le reste du pays, donner ce type de consignes de vote est devenu un fait banal. Des autorités de différents échelons de l'administration territoriale profitent des manifestations publiques pour appeler la population à voter pour elles ou pour le chef de leur parti. Des responsables d'entreprises publiques s'illustrent aussi souvent dans ces actions de propagande. Dans la plupart des cas, ces consignes sont données en faveur du parti majoritaire au pouvoir. Une façon pour ces autorités de manifester leur loyauté et leur allégeance et de chercher à garder leurs postes.

**"Nul ne peut détourner l'administration..."**

La loi ne leur interdit pas la liberté d'appartenir à un parti politique. Et c'est d'ailleurs souvent au nom d'un parti ou d'une coalition au pouvoir qu'ils sont nommés à tel ou tel poste. Mais, dans l'exercice de leurs fonctions, ils ne doivent pas afficher leurs couleurs politiques. "En principe, les cadres territoriaux sont

astreints à la neutralité, car l'administration est apolitique. Mais, dans la pratique, elle est politisée", fait observer Jean Otemikongo Mandefu, professeur en sciences politiques à l'Université de Kisangani. Selon la Constitution du pays (article 193), l'administration (Fonction publique et services assimilés, y compris les entreprises publiques) est en effet apolitique, neutre et impartiale, et "nul ne peut la détourner à des fins personnelles ou partisanses."

il déclaré, lors d'une marche de soutien à la révision constitutionnelle. Le ministre avait promis de rappeler l'administrateur à l'ordre...

A Kisangani, un jeune juriste, Didier Ndembe Lofoli, avait fait une observation à propos d'un message du maire de la ville. Ce dernier avait en effet, lui aussi, tenu un discours de campagne en faveur de son parti politique, le PPRD, lors de la célébration le 30 juin dernier, du cinquantième anniversaire de l'indépendance du pays. "Il n'est pas le maire de son parti, il est le maire de toute la population !", s'était exclamé Didier Ndembe Lofoli.

**Condamner toute violation de la loi**

En août, le gouvernement provincial a tenu sa réunion trimestrielle, qui regroupe les administrateurs du territoire, commissaires des districts, bourgmestres des communes et maires des villes. Ils avaient discuté du rôle des cadres territoriaux dans le déroulement des élections. "Nous voulons des élections apaisées. Il faut éviter des discours de haine et de division", leur avait dit le gouverneur Médard Autais.

Mais les prises de position de certaines autorités inquiètent les ONG locales de défense des droits de l'Homme. Lors de leur réunion de septembre, elles ont dé-

noncé le début prématuré de la campagne électorale, démarré à toute vitesse par des partis d'opposition comme ceux du pouvoir. Selon la loi électorale, la campagne doit officiellement démarrer le 28 octobre et se terminer à la veille des législatives et de la présidentielle prévues le 28 novembre. "Il revient aux magistrats de se saisir de ces violations de la loi", a rappelé Pierre Kibaka, activiste des droits humains, lors d'une conférence sur la vulgarisation de la loi électorale.

**Pépé Mikwa**



Un groupe de manifestants devant le gouvernorat de province © Mongongo

Militant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps), un parti d'opposition, Médard Wabenga estime qu'en tant que gestionnaires publics, ces autorités doivent encadrer la population à "bien voter et non lui dire leur préférence de vote." En début d'année, les députés de la Province Orientale ont dû interpellier le ministre provincial de l'Intérieur, au sujet des propos tenus par l'administrateur du territoire d'Opala (260 km de Kisangani) et largement diffusés par les médias locaux. "Ici il n'y a de la place que pour le PPRD", avait-

## LA VILLE EN BREF

### Formation des observateurs électoraux.

Du 10 au 11 octobre, l'Institut Electoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA) a formé 25 animateurs de la société civile comme formateurs des observateurs électoraux. Ceux-ci vont à leur tour former d'autres personnes. Selon Jean-Baptiste Bosongo, secrétaire provincial du réseau national pour l'observation et surveillance des élections au Congo (Renosec), ces observateurs vont certifier la transparence, crédibilité et liberté des élections

### Renforcer le contrôle forestier et de la faune

10 octobre : 20 agents du service de l'environnement dont 8 officiers de police judiciaire à compétence restreinte ont été formés au contrôle forestier et faunique. Il s'avère en effet, que, sur le terrain, les agents ne font pas appliquer les lois sur les forêts car ils ne les connaissent pas eux-mêmes. Les participants viennent d'Aketi, Isangi et Kisangani. Les agents et services de l'environnement se contentent des rapports des exploitants qu'ils sont censés contrôler. Ce programme, qui s'étend d'octobre 2011 à juin 2012 est financé par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

### Préserver un climat de paix

7 octobre : dans un communiqué officiel, le maire de la ville Augustin Osumaka a demandé à tous les acteurs politiques et de la société civile, aux leaders religieux et d'opinion ainsi qu'aux responsables de différentes associations et organisations d'entreprendre des actions de sensibilisation aux idéaux de paix, de travail et de conciliation. Il les invite à préserver un climat de paix pour la tenue des élections. Cet appel fait suite au constat selon lequel certaines personnes ont tendance à organiser des marches intempestives et désordonnées, des propos injurieux sur les chaînes de radio. Le 7 octobre, durant une matinée d'échanges avec les autorités politico administratives, les responsables des communautés de base dans la salle de la mairie, le gouverneur de province a demandé à tous d'éviter les injures et la provocation.

### Bien choisir son candidat

5 octobre : le Groupe de réflexion pour le développement intégral des jeunes (GRADI-JEUNES) a organisé une conférence-débat sur le thème : critères de choix des candidats aux élections de 2011. Selon l'orateur, le professeur Casimir Ngumbi, politologue, le peuple ne doit jamais oublier que ceux qui sont au pouvoir ont été élus par lui. S'ils travaillent bien, le peuple doit s'en féliciter ; s'ils travaillent mal, le peuple doit se reprocher d'avoir fait un mauvais choix. Le citoyen électeur endosse la grande responsabilité de la marche du pays par son vote. Un bon candidat doit donc remplir les critères ci après : il doit être un homme de bien, soutenu au delà de son cadre restreint de la tribu, la province ; il doit être connu depuis longtemps

dans son milieu. Il partage au quotidien le bonheur et le malheur du peuple, pas comme celui qui vient juste dépenser son argent pour être élu ; il doit être un rassembleur des peuples et non un divisionniste ; avoir des qualités morales et intellectuelles. Le choix ne peut pas être basé sur le sexe, la tribu, la province, la taille... mais sur les qualités de celui qui vise l'intérêt général.

### Respecter les lois pour des élections apaisées

Les 4 et 5 octobre, à l'initiative de la Monusco, les partis politiques de l'opposition et de la majorité au pouvoir, les acteurs de la société civile, les professionnels des médias, les organisations féminines, et le ministère de la Justice et droits humains ont échangé sur les conditions de la tenue d'élections apaisées en novembre prochain. Il a été constaté un climat de méfiance entre les acteurs politiques dû au manque de dialogue et le non respect des lois du pays en particulier celles qui régissent les élections. Selon M. Achille, du bureau des affaires politiques de la Monusco, la constitution de la RDC, qui consacre le pluralisme politique, reconnaît l'existence de l'opposition, ses activités, sa liberté de réunion et de manifestation publique et sa lutte pour la conquête démocratique du pouvoir. "Ses principes étant garantis par la constitution, nul n'a le droit d'empêcher à un parti politique légalement enregistré d'exercer ses activités" a-t-il renchéri.

Pour Claudine Bela, du collectif de femmes, la transparence est un facteur d'apaisement des élections. Tout parti doit ainsi déléguer ses témoins dans les bureaux de vote et les centres de compilation des résultats pour éviter de contestation. Le coordonnateur provincial de la majorité présidentielle, Alphonse Longange recommande de cultiver la tolérance et de s'abstenir de tout acte de provocation. Médard Wabenga de l'opposition prône la liberté de circulation des candidats et la liberté d'expression.

Les participants ont recommandé à la Ceni, le respect du calendrier électoral, la cartographie des bureaux de vote et au gouvernement provincial, de dépolitiser les médias publics, l'armée, la police, et les services de sécurité, de promouvoir le droit à la réunion et à la manifestation publique.

### Séjour de l'ambassadeur des Pays-Bas

26 et 27 septembre : l'ambassadeur des Pays-Bas a séjourné à Kisangani. Il a visité le projet Boyoma écologie financé par son gouvernement à 30 Km de la ville sur la route Lubutu. Ce projet de 3 millions de dollars construit une école primaire de trois salles de classes avec un bureau pour la direction, bien équipés ; cinq logements en bois pour enseignants, cinq ponts en béton et un petit port pour la traversée vers le site où sera érigé un sanctuaire pour les chimpanzés et un hôtel. Le but c'est promouvoir le secteur touristique à Kisangani. Par ailleurs, l'ambassadeur a annoncé le déploiement de deux équipes d'observateurs électoraux à Kisangani et Bunia.

# Ceni na lisungi lya Pulusu epekisi campagne mpo naino ngonga ekokite

**O libandela lya sanza, pulusu mpe ceni bazali kolongola calicots mpe nkoma ya ba-candidat babandaki kosala campagne naino ngonga ekoki te. Kasi bisika ya bopanzi nsango bizali kotosa mobeko mona te.**

Banda mwa 01/10, basali ba Ceni na ba-pulusu bazali kolongola bilembetelo ba-candidat batiyaki o balabala. Yambo, général David Masandi, commissaire provincial ya pulusu asengaki na candidat nyoso alongola bilembetelo bya ye na ntina 'te atosa mobeko. Ezalaki lolenge la bango kosala campagne naino ngonga ekoki te. Mwa 22/09 tata gouverneur na mokano mokamatemaki na ministre wa intérieur, asengaki na ba-commissaire ya district mpe moyangeli wa engumba 'te batika kosala campagne pamba te ezali kobuka mobeko moye mokamatemaki na Ceni. Mobeko moye mopesi nzela ya kosala campagne banda mwa 28 sanza ya 10 kin'o mwa 26 sanza ya 11.

O engumba Kisangani, basili kolongola bilembetelo binso bina. O esika ebyange-mi place du canon, basengaki na lisanga Rama (Rassemblement des associations membres de la majorité présidentielle 'te bazipa elongi ya mokambi wa ekolo, eyebisi pulusu moko. Kasi bilembetelo bisusu bizali naino komonono nzinganzinga. Pulusu abakisi 'te bakolongola yango malembe malembe.

Lisanga linene litali makoki ma bato (Reprodhoc), lisepeleli na likambo liye zambi bakokisi maluli ma bango maye bayebisaki mwa 14/09/ o likita liye lisalemaki o Monusco. Bansa tosengeli kotosa mobeko. Ba-candidat basengeli kozela eleko eye epesami ndingisa na mobeko etali maponomi mpe bango banso basengeli kozwa ndenge moko libaku lya koleka o bisika binso bya bopanzi nsango lokola elobi Servais Ndumba, secrétaire wa Reprodhoc.

## Komilakisa na bato

Yambo ya mokano moye, bilembetelo bina bizalaki komonono o nzela ya Bangboka, o quartier mpe balabala, na zando mpe bisika bisusu bya engumba na nkoma lokola boye : "Songolo apesi maboko 100 % na pakala to staff songolo epesi maboko na pakala ; songolo azali moto ya boye to ya boye". Boko ba-candidat bazali kofuta bilenge bya quartier na ntina 'te babatela malamulamu calicots ya bango. "Apesaki biso 20 \$ mpo 'te tokengele calicot ya ye", elobi elenge mobali o

nzando ya Balese o etando ya Mangobo.

Ba-candidat elongo na bato mpe masanga ma politiki bamonoki 'te ezali libaku mpo na bango koyebana na bato. "Natiyaki yango o boso bwa ekoke ya eteyelo ya ngai mpo 'te emonono te lokola ezali nde kosala propagande", elobi Likunde lya Bosongo. Esengeli 'te misala mimonono lokola Mathieu Liteto 25 wa lisanga Afdc ebakemi o 17<sup>ème</sup> avenue Kabondo. Wana ezali campagne te kasi ezali nde lolenge la kolendisa makambo lokola eyebani na mansanga manso ma politiki, elobi Alphonse Longange, Coordonnateur wa majorité présidentielle.

## Likebisi mpo ya bopanzi nsango

Liyebisi lya 22/09/2011 lisengi ba-radio mpe télévision batika kosala campagne na lolenge la bango la kopesa nsango naino ngonga ekoki te. Ezala ba-radio to télévision ya awa to ya Kinshasa, bantoma ba-parti politiki bakomi komono mingi. Bazali kolakisi misala milamu misalemi na bakambi ba bango to na lisanga lya bango mpe boniboni bato baike bazali nsima ya bango.

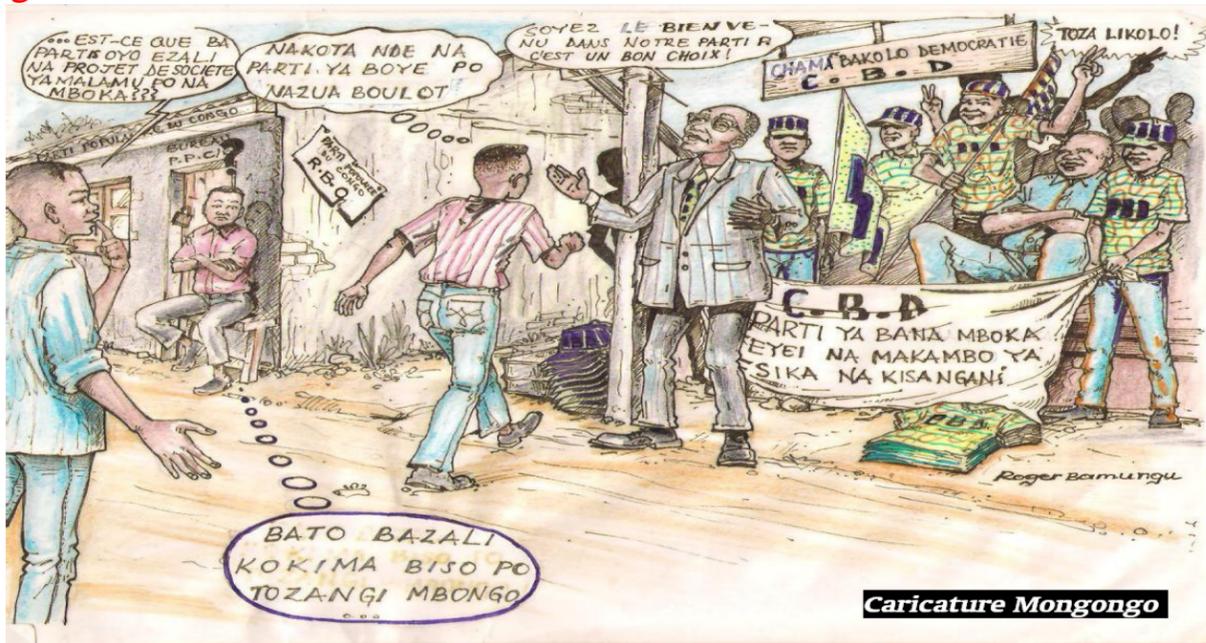
Bapanzi nsango basusu bakomi kolobela boko ba-candidat na bokumisaka bango na ba-émission ya bango. "Mopanzi nsango akoki te kolakisa o mosala mwa ye 'te azali moto wa parti songolo", elobi Jean-Pierre lifoli, mopanzi nsango mpe professeur wa politiki. Boko bisika bya bopanzi nsango bazali se koloba mpe kokumisa misala misalemi na lisanga lya bango.

"Tozali koyebisa na bakambi ba-rédaction 'te basala manso mpo ya kotosa mibeko mya mosala ntango inso bazali kopesa nsango kasi mbongwana ezali komonono te"; eyebisi Benoît Kuda Pombwa, Coordonnateur wa Conseil supérieur ya audiovisuel mpe ya communication (Csac). Alobi lisusu 'te mibeko mya Csac milobi 'te nsango ya mbulamatari ezwa 30 %, bayangeli 30 %, opposition ya parlement 30 % mpe 10 % mpo na opposition ezali libanda lya parlement.

Christian Uzilo

# Vyama vya kisiasa kavuta vijana wenye kukosa kazi

**Vijana wengi wamejiunga kwenye vyama vya kisiasa kutafuta kazi. Hakika tangu karibu miaka mitano kazi katika utawala imepewa rtu kwa kwa vyama vya kisiasa. Hivi ni kugumu kazi kuwa sabamba katika utawala (administration) ili kuwan-galia vizuri watumishi wa serkali.**



Caricature Mongongo

Leo imepita miaka miwili vijana kukiwemo wanfunzi way vyuo vikuu wanaokosa kazi wameingia katika vyama vya kisiasa ili tu kupata kazi rahisi. Tangu mwaka 2006 kazi katika utawala imepewa kufatana na mgao kwa vyama vya kisiasa vilivyo madarakani.

"Tumewaandikisha vijana 181 900 mwaka huu" amefasiria Jean-Louis Alaso, kiongozi wa PPRD. Upande wake Papy Ausa kiongozi jimboni wa PDC (Parti Démocratique du Congo) amefurahi mwaka huu kuona chama chake kuuza vitambulisho (cartes d'adhésion) 600 kukiwemo vijana 100 waliosoma vyuo vikuu (gradués et licenciés). "Sina kazi. Ninapojiandikisha kwenye cha kisiasa ni fursa (occasion) kwangu kupata kazi" amesema Elie Kabila wa chama cha PPRD tangu mwaka 2010.

Na kwa "kufanya siasa, imeomba kuwa tajari, kujua mafunzo ya chama, kuwa na pato. Vijana hao wamejua kuwa siasa ni faida kwa jamii" amesema Casimir Ngumbi mwalimu kwenye chuo kikuu cha UNIKIS. Vijana wamoja kaingia kwa na roho moja. "kisha kusoma mradi (projet) wa chama kufatana na "5 chantiers" zidi ya kazi ya cimenterie ambayo imesekana kumalisha ukosefu wa kazi, nimeamua kuingia katika chama cha kisiasa" amehakikisha Dieudonné naibu mwenye kiti (vice president) wa PD (Parti Démocrate).

Mda wa miaka mitano iliyopita vijana wengi wamekuwa mawaziri (ministres), wabunge (deputés), ndombe wa serkali (mandataires publics, wameya, wanyampara (bourgmestres), al mashauri katika ofisi za wizara na vivi hivi sababu tu ya kujiandikisha kwenye vyama vya kisiasa. Hata katika kampuni za binafsi (entreprises privées), wanasiasa wameagiza

(recommender) ndugu zao. Mfanya kazi wa serkali ni mtu ambaye kwanza amejijunga na chama cha siasa wakati huu ambapo kazi ni ngumu kuipata. Ndiyo maana vyama vya kisiasa kasogea kwenye vijana ili kuzidisha idadi (nombre) ya wanachama, upande mwingine vijana kenda kwenye chama kutafuta kazi. "Watu wameshajua kuwa kwa kupata kazi lazima kuingia katika chama cha kisiasa" amesema René Menga, mwenye wa chama cha wafanya kazi wa serkali (intersyndicale de la fonction publique).

## Kazi ya serkali ni siasa mtupu

"Ikiwa leo kiongozi wetu amekuwa waziri, sisi wote tutapata kazi kwenye serkali" amesema na kutumaini Erick Bosanga, licencié en philosophie tangu mwaka 2008 wa chama cha PDIC (Parti Chrétien pour le Développement Intégral du Congolais. Vyama vime-tawala hata kwenye ofisi ya serkali. "Mda wa miaka 5hii kutumwa fasi ya kazi katika serkali imetokana tu na vyama vya kisiasa" amesema René Menga. Kazi ya serkali imeharibika kufatana uingilivu wa vyama vya kisiasa. Hali imesababisha kazi kutoheshimiwa, wizi wa franka ya serkali na mishaara ya watu bila maripizi (punition) wala bila sheria kujiusisha. Wafanya kazi kutoka vyama vya kisiasa kaogopa kujitetea (se défendre).

"Siasa imekuwa na mamlaka ya vyote. Kuna wakati wanasiasa wametukaza kuitika yote inayofanyika na wafanya kazi kutoka vyama vyao" amefasiria ndombe mmoja (chef de bureau) wa Division ya Fonction Publique. Maître Saleh Kabulo wa tume ya sheria (commission juridique) ya shirika cha Lotus amesema kuwa kazi katika serkali kapewa kwanza kwa ndugu

bila mashindano yoyote. Joseph Loingo mwenzake wa kazi ameongeza akisema kuwa mtu akibadisha chama amefuzwa kazini.

Trésor Mokiango

## MONGONGO

Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

## Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

## Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

## Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Ernest Mukuli

## Correspondants en province :

**Isangi :** Joseph Bassay

**Ubundu :** Fidèle Utula

**Bondo :** Vermont Kote

**Isiro :** Richard Tandro

**Buta :** Collard Limbombe

**Bunia :** Ousmane Sylla, Serge César Ndahora

Anualite Unyuthi

## Traduction

**Lingala :** Pierre Komba

**Swahili :** Jean Fundi

**Dessin :** Roger Bamungu

## Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

## Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

## Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel :** (24 numéros) 20 \$.

**Abonnement de soutien :** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale et Faculté des sciences Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Espace culturel Ngoma, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussé Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas, Paroisse Christ Roi Mangobo,